Assemblée Générale des représentant·es étudiant·es, personnels enseignant·es et administratif de l'UFR Psychologie, Sciences Sociales et Sciences de l'Éducation de l'UCA

Le 22 Octobre 2026

Motion de soutien au mouvement des lycéen·nes et des étudiant·es

Exposé des motifs

Depuis plusieurs semaines, les lycées et universités se mobilisent, d'une part pour leurs conditions d'études, d'autre part pour les conditions d'accès à celles-ci. Dans ces deux domaines, leur mouvement est né d'un constat objectivé de toutes parts : ces conditions n'ont cessé de se détériorer et ces détériorations sont directement liées aux décisions politiques et budgétaires qui leur ont été imposées ces dernières années.

Les personnels et étudiant·es constatent toutes et tous : des bâtiments vétustes, des groupes surchargés, des personnels administratifs, techniques non remplacés ou remplacés par des contrats précaires, le gel de nombreux postes d'enseignant·es-chercheur·es devenus vacants et de jeunes docteur·es de grande qualité qui ne trouvent pas de poste pérenne.

Les difficultés des services publics d'éducation, de formation et de recherche ne résultent ni d'un manque d'engagement des personnels, ni d'une mauvaise gestion locale : elles sont la conséquence directe d'un désengagement financier de l'État, et contraignent les établissements à répartir la pénurie. Ce désengagement révèle une politique de fracture sociale et d'accroissement des inégalités qui met en danger l'avenir des étudiant·es et dégrade leur santé mentale tout comme celle des agent·es.

La révolte contre cette politique anime ce mouvement des lycéen·nes et étudiant·es et converge avec la lutte des travailleurs et travailleuses, notamment celles et ceux des services de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche avec qui ils et elles sont au contact au quotidien et partagent la revendication d'un service public accessible à tous et toutes et à la hauteur des besoins et des enjeux.

Enfin, rappelons que ce mouvement né dans les quartiers populaires appelle à une solidarité qui place en son centre les populations les plus vulnérables et ciblées par

ces politiques anti-sociales : celles aux conditions socio-économiques les plus précaires, celles qui souffrent des inégalités territoriales, et par effet de ségrégation sociale celles issues de l'immigration ainsi que celle des étudiant·es extra-communautaires que les mal nommées plans "Bienvenue en France" confinent à une précarité alarmante tant par l'augmentation des frais d'inscriptions que par la rupture d'accès aux aides sociales.

Corps de la motion

En raison de l'ensemble de ces motifs, l'Assemblée Générale des représentant·es étudiant·es, personnels enseignant·es et administratif de l'UFR Psychologie, Sciences Sociales et Sciences de l'Éducation de l'UCA :

- **Affirme son soutien à la mobilisation lycéenne et étudiante**. Si les différentes modalités de mobilisation ne font pas toujours consensus au sein de la communauté, les échanges sur celles-ci appartiennent au débat démocratique universitaire et n'éclipsent en aucune manière le consensus sur l'essentiel : un soutien consensuel aux revendications et une reconnaissance de leur légitimité.

- **S'oppose à la gestion répressive** du mouvement des lycéen·nes et étudiant·es et des manifestations auxquelles ce mouvement participe. Cette répression bafoue les valeurs démocratiques fondamentales de notre communauté universitaire.

- **S'oppose à la pénalisation** ou à la sanction des étudiant·es mobilisé·es, qu'elle soit disciplinaire ou évaluative, appelle à la mise en place de garanties en ce sens et demande des aménagements pédagogiques adaptés.

- **Requiert un dialogue ouvert et la mise en place de médiations** au sein de l'université le temps de la mobilisation, autant que nécessaire afin d'assurer un partage de la responsabilité de l'apaisement intracommunautaire afin de mieux nous réunir autour de nos objectifs communs. Les mobilisations étudiantes relèvent du débat universitaire et politique : elles n'appellent ni intervention des forces de l'ordre sur nos campus, ni poursuite disciplinaire contre celles et ceux qui y participent.

- **Appelle à une interpellation des responsables politiques** de la part de l'ensemble du corps universitaire au-delà de sa simple composante, d'une voix unie et solidaire autour des enjeux de financement, de démocratie et de justice sociale portées par les revendications lycéennes et étudiantes. Il devient impératif d'adopter des politiques publiques fortes et :

    - d'inscrire au prochain budget national un réengagement financier massif et durable dans l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche.

- de financer durablement les établissements afin de couvrir leurs charges, rénover leurs bâtiments et optimiser l'accueil et le suivi des étudiant.es.
- de lancer un plan de recrutement de personnels titulaires de l’enseignement supérieur, de la recherche et de l’administration à la hauteur des besoins en formation et en recherche.